

SES, Société Anonyme

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2017

Sommaire:

Résultats opérationnels	1
Résultats financiers	7
Déclaration de responsabilité	13
Rapport d'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée	14
Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé	16
État intermédiaire consolidé résumé du résultat global	17
État de la situation financière intermédiaire consolidé résumé	18
Tableau résumé intermédiaire des flux de trésorerie consolidés	19
État des variations des capitaux propres consolidés	20
Notes jointes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés	22

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Au 30 juin 2017, le carnet de commandes de SES s'établissait à 7,5 milliards d'euros (30 juin 2016 : 7,3 milliards d'euros). La robustesse du carnet de commandes est le fruit de l'activité commerciale déployée au sein des deux *Natural Business Units* du Groupe : SES Vidéo et SES Networks.

SES Vidéo : 67 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2016 : 70 %)

- Chiffre d'affaires publié en hausse de 5,4 % à 699,7 millions d'euros (-3,1 % à périmètre comparable)
- Amélioration de la tendance au sein de SES Vidéo : -1.9 % (en glissement annuel) au deuxième trimestre 2017, contre -4,2 % (en glissement annuel) au premier trimestre
- Quasi doublement des revenus publiés provenant des solutions médias intégrées

Comme prévu, la nette amélioration du développement en glissement annuel (à périmètre comparable) entre le premier trimestre 2017 (-4,2 %) et le deuxième (-1.9 %) a permis de limiter le repli global du chiffre d'affaires à 3,1 %, au premier semestre 2017, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par l'impact lié à l'augmentation des recettes périodiques, principalement au premier trimestre 2016, dont la normalisation progressive a commencé en 2017. De nouveaux contrats portant sur la flotte existante et les capacités récemment lancées ont, par ailleurs, été signés au deuxième trimestre 2017.

Au 30 juin 2017, la flotte mondiale de SES diffusait un total de 7 741 chaînes de télévision, soit une progression en glissement annuel de 4 %. Le nombre de chaînes diffusées en TVHD a augmenté de 6 % (en comprenant des variations régionales), en glissement annuel, à 2 587 chaînes, tandis que le réseau satellitaire de SES propose aussi désormais 20 chaînes commerciales en Ultra HD (30 juin 2016: 16).

En conséquence, le taux de pénétration de la TVHD a augmenté de 32,7 % à 33,4 % au cours des douze derniers mois. Sur la même période, la part des chaînes diffusées au format MPEG-4 a augmenté de 58,9 % à 63,5 % sur l'ensemble des chaînes de télévision diffusées par SES.

Faits marquants dans les services vidéo :

- Media Broadcast Satellite et SES ont conclu un contrat pluriannuel d'extension des capacités portant sur l'utilisation d'un répéteur complet à la position orbitale 19,2 degrés Est pour continuer à servir ses clients sur les marchés allemand, autrichien et suisse ;
- Deux distributeurs de programmes vidéo multicanaux (MVPD) aux États-Unis ont lancé les tout premiers services linéaires en Ultra HD auprès des foyers abonnés à la télévision par câble et par IP, grâce à la solution Ultra UHD de bout en bout proposée par SES ;
- Plus de 25 MVPD testent actuellement la solution intégrale Ultra HD de SES en Amérique du Nord. C'est notamment le cas de Verizon, qui utilise la plate-forme pour promouvoir le développement global de solutions de diffusion en Ultra HD pour Verizon Fios ;

- Signature d'un contrat de capacité pluriannuel avec MultTV pour la transmission d'un bouquet d'environ 60 chaînes (en définition standard et haute définition) à de petits fournisseurs de services Internet régionaux au Brésil ; et
- Lancement réussi de SES-10, qui desservira la Communauté andine (Bolivie, Colombie, Équateur et Pérou) pour la diffusion de programmes de télévision en réception directe (*direct-to-home* ou DTH) ainsi que pour les services de données fixes et mobilité.

MX1 a poursuivi sa progression sur le marché, proposant une offre différenciée de solutions médias de bout en bout, linéaires et non linéaires. Par rapport au S1 2016, la part du chiffre d'affaires publié, généré par les solutions médias intégrées (regroupant capacité et services à valeur ajoutée), a quasiment été multipliée par deux, à la faveur de l'acquisition de RR Media et de la création de MX1. Les principaux marchés remportés par MX1 sont les suivants :

- Contrat à long terme et extension d'un accord avec Beta Film Ltd. portant sur une gamme de services média, dont la gestion de contenus, à partir de la plate-forme MX1 360, à la fois nouvelle et innovante ;
- Contrat avec la Ligue israélienne de football portant sur la fourniture de services de bout en bout pour l'édition en direct de contenus ;
- Conclusion entre MX1 et Sky Deutschland d'une extension de contrat sur plusieurs années, portant sur la fourniture de services de *back-up* garantissant la continuité de la programmation. L'accord comprend plusieurs types de services comme l'encodage, le multiplexage et le chiffage ainsi que des services de liaison montante ;
- Contrat pluriannuel de distribution avec VUBIQUITY, portant sur un nouveau service qui offre aux télédiffuseurs, aux chaînes de télévision et aux titulaires de droits la possibilité d'agrèger des contenus et d'atteindre des millions de téléspectateurs de manière à la fois simple et rapide ; et
- Contrat destiné à répondre aux besoins de télédiffusion linéaire d'une grande plate-forme mondiale de vidéo à la demande.

SES Networks : 33 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2016 : 29 %)

- Chiffre d'affaires publié en hausse de 24,9 % à 343,4 millions d'euros (+7,5 % à périmètre comparable)
- Croissance dans les services de mobilité et les services aux administrations publiques, à laquelle s'ajoute un développement globalement stable dans les données fixes
- Contrat de développement signé avec Boeing portant sur des innovations technologiques de prochaines générations

SES Networks regroupe les services de données fixes, les services de mobilité et les services aux administrations publiques ; l'unité intègre également O3b et sa constellation unique de satellites à haut débit (HTS) et latence faible en orbite terrestre moyenne (MEO) ainsi que des capacités de réseau distribué. Les progrès enregistrés dans chacun de ces segments de services de données sont présentés ci-dessous.

SES et Boeing ont signé, ce jour, un nouvel accord portant sur le développement d'innovations afin de fournir des technologies de nouvelles générations qui renforceront la flotte de satellites de SES.

Services de données fixes : 13 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2016 : 12 %)

- Chiffre d'affaires publié en hausse de 18,9 % à 139,6 millions d'euros (-0,4 % à périmètre comparable)
- Poursuite de l'expansion et extension par d'importants clients mondiaux des contrats de services satellitaires en orbite géostationnaire et en orbite terrestre moyenne, compensant la baisse du chiffre d'affaires généré par la vente de capacités de gros pour des applications point à point (actuellement représentant environ 1,5 % du chiffre d'affaires du Groupe)

En sa qualité de fournisseur unique de solutions réseau distribué multi-orbites et multifréquences, SES Networks a continué à saisir de nouvelles opportunités commerciales tout en faisant évoluer les services fournis aux clients de premier rang et de long terme existants. Le chiffre d'affaires au S1 2017 a également bénéficié de la contribution des recettes périodiques à hauteur d'environ 9 millions d'euros.

SES Networks est centré sur le soutien aux applications et réseaux du futur pour un large éventail de sociétés télécoms, d'opérateurs de réseau mobile, de sociétés offrant des services en nuage et autres entreprises, segment dans lequel cette unité commerciale peut bénéficier d'une importante élasticité de la demande et d'opportunités de croissance notables. Les faits marquants dans les services de données fixes sont les suivants :

- SES Networks fournira au Burkina Faso une solution intégrale de bout en bout, y compris la communication terrestre sans fil permettant de connecter près de 900 sites dans l'ensemble du pays, grâce aux capacités satellitaires à haut débit et latence faible de sa flotte en orbite terrestre moyenne (MEO) ;
- Orange Centrafrique a signé un contrat avec SES Networks pour la fourniture de services 3G plus rapides et des connexions internet de meilleure qualité aux entreprises clientes et aux centaines de milliers de personnes dans la région ;
- Intersat a signé un accord de capacité pluriannuel et multifréquence portant sur la fourniture de solutions internet en Afrique grâce au réseau et aux services téléports de SES ;
- Palau Telecoms a accru ses capacités réseau contractées pour la cinquième fois en moins de deux ans, multipliant quasiment par deux les services fournis à ses clients depuis le premier contrat conclu avec le réseau en orbite terrestre moyenne ;
- Timor Telecom a procédé à une extension de son contrat de services en orbite terrestre moyenne, qui fournit à présent plus d'un Gigabit par seconde (Gbps) de connectivité à latence faible sur deux sites opérés par Timor Telecom ; et
- Presta Bist Telecoms a accru de 66 % ses capacités contractées en orbite terrestre moyenne en réponse à la demande grandissante de connectivité haut débit fiable dans la République du Tchad.

Services de mobilité : 8 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2016 : 5 %)

- Chiffre d'affaires publié en progression de 88,1 % à 83,8 millions d'euros (+37,1 % à périmètre comparable)
- Les chiffres du premier semestre 2017 comprennent les produits perçus et constatés d'avance au titre du contrat conclu avec Global Eagle Entertainment (GEE) au premier trimestre 2017
- La croissance à deux chiffres des solutions aéronautiques et maritimes conforte des perspectives de croissance robuste

Au premier semestre 2017, SES a poursuivi l'expansion de ses activités mondiales de solutions aéronautiques auprès des grands fournisseurs de services de connectivité et de divertissement en vol, comme en témoigne la conclusion des opérations suivantes :

- GEE a annoncé l'acquisition d'une charge utile en bande Ku à bord du satellite AMC-3 de SES afin d'accroître les capacités pour ses clients d'Amérique du Nord, du Golfe du Mexique et des Caraïbes ;
- Gogo a signé un nouveau contrat de capacités portant sur 12 répéteurs en bande Ku, ainsi que sur les services de support de l'infrastructure au sol, en vue de développer les services de connectivité en vol à haut débit au-dessus des États-Unis et du Canada ; et
- Gogo a par la suite loué toutes les capacités disponibles à bord du satellite AMC-4 pour desservir les vols au-dessus de l'Alaska, de Hawaï et de la côte Ouest des États-Unis, ainsi que de l'océan Pacifique.

Les accords signés avec GEE et Gogo illustrent l'approche unique de SES, qui consiste à s'appuyer sur l'ensemble de sa flotte mondiale, y compris les satellites en orbite inclinée, pour accompagner les opportunités de croissance dans le secteur des services de mobilité.

SES Networks continue de renforcer sa présence sur le marché, profitant de capacités différenciées pour fournir des solutions de connectivité réseau flexibles et évolutives dans le secteur maritime, comme le montre la signature des contrats suivants :

- Contrat pluriannuel avec Primacom, qui utilisera le service SES Maritime+ entièrement géré pour fournir une connectivité fiable et haut débit aux navires opérant dans la région Asie-Pacifique ;
- Contrat pluriannuel avec Telenor Maritime portant sur la fourniture de solutions entièrement gérées offrant une expérience utilisateur final de qualité aux passagers de huit navires grand luxe du croisiériste Silversea ;
- SES et GT Maritime ont annoncé un partenariat portant sur la fourniture d'une nouvelle offre de solutions basées sur les volumes et utilisant le service Maritime+ de SES Networks, destinées à un ensemble de navires en Europe et au Moyen-Orient ;
- Patrakom a signé un contrat pluriannuel portant sur l'utilisation des capacités du puissant faisceau satellitaire de SES-9 pour fournir des services de connectivité à plus de 80 paquebots et plates-formes pétrolières dans les eaux indonésiennes ; et
- Satcom Global a signé un accord de capacités portant sur la flotte de satellites actuelle de SES comme sur les futurs satellites hybrides de prochaine génération pour fournir un accès en continu et une connectivité haut débit à ses clients.

Services aux administrations publiques : 12 % du chiffre d'affaires du Groupe (S1 2016 : 12 %)

- Chiffre d'affaires publié en hausse de 6,3 % à 120,0 millions d'euros (+1,6 % à périmètre comparable)
- Expansion du portefeuille d'administrations et institutions gouvernementales dans le monde, dont de nouveaux contrats significatifs pour LuxGovSat et O3b
- SES GS bénéficie de solutions différenciées et de l'accroissement de la stabilisation de la demande des administrations gouvernementales américaines.

Faits marquants dans les services aux administrations publiques :

- SES GS a signé un contrat pluriannuel portant sur des services satellitaires supplémentaires en orbite terrestre moyenne avec un client final du gouvernement américain;
- SES et le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères ont prolongé un contrat visant à conserver et soutenir SATMED, une plate-forme satellitaire de e-santé, jusqu'en 2020 ; et
- SES a lancé le véhicule d'intervention rapide (RRV pour *Rapid Response Vehicle*), une nouvelle solution Government+, capable de fournir une connectivité multi-orbite (orbite géostationnaire et orbite terrestre moyenne) et multifréquence pour un large éventail de missions gouvernementales.

Augmentation future des capacités et mise à jour

CALENDRIER DE LANCEMENT

Satellite	Région	Application	Date de lancement
SES-10	Amérique latine	Services vidéo, Services données fixes	Lancé (en mars 2017)
SES-11	Amérique du Nord	Services vidéo, Services données fixes	T4 2017 (au lieu de T2 2017)
SES-12 ⁽¹⁾	Asie-Pacifique	Services vidéo, Services données fixes, Services de mobilité	T1 2018 (au lieu de T4 2017)
SES-14 ⁽¹⁾	Amérique latine	Services vidéo, Services données fixes, Services de mobilité	T1 2018 (au lieu de T4 2017)
SES-15 ⁽¹⁾	Amérique du Nord	Services données fixes, Services de mobilité, Services aux administrations publiques	Lancé (en mai 2017)
SES-16/GovSat-1 ⁽²⁾	Europe/MENA	Services aux administrations publiques	T4 2017
O3b (satellites 13-16)	Monde	Services données fixes, Services de mobilité, Services aux administrations publiques	T1 2018
O3b (satellites 17-20)	Monde	Services données fixes, Services de mobilité, Services aux administrations publiques	S1 2019
SES-17	Amériques	Services données fixes, Services de mobilité, Services aux administrations publiques	S1 2021

1) Devant être positionné à l'aide d'un système de propulsion électrique pour mise en orbite (l'entrée en service intervient en général de quatre à six mois après le lancement)

2) Acheté par LuxGovSat

SES-10 a été lancé avec succès, le 30 mars 2017, par le lanceur Falcon 9 de SpaceX, devenant ainsi le premier satellite à être mis en orbite géostationnaire à l'aide d'une fusée dont le premier étage a fait ses preuves en vol ; il est entré en service commercial en mai 2017.

SES-15 a été lancé le 18 mai 2017 par une fusée Soyouz et devrait entrer en service à la fin de 2017. C'est le premier satellite hybride de SES avec faisceaux larges et capacité haut débit offrant une couverture optimisée aux fournisseurs de services de connectivité et de divertissement en vol au-dessus de l'Amérique du Nord. SES-15 emporte également une charge utile hébergée du système WAAS (*Wide Area Augmentation System*) pour l'administration fédérale américaine.

En juin 2017, AMC-9 (48 répéteurs en tout) a subi une anomalie significative, ayant entraîné la comptabilisation d'une charge de dépréciation de 38,4 millions d'euros dans les états financiers du Groupe au titre du premier semestre 2017. SES a pu transférer rapidement les capacités d'AMC-9 sur d'autres satellites de sa flotte mondiale, limitant ainsi l'incidence de cette anomalie sur les clients. L'impact sur le chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice 2017, lié à la diminution du nombre total de répéteurs disponibles pour commercialisation future, devrait, selon les prévisions, se situer entre 15 millions d'euros et 18 millions d'euros.

En juillet 2017, SES a enregistré une diminution de 12 répéteurs disponibles à bord du satellite NSS-806, suite à une anomalie récente. L'impact sur le chiffre d'affaires de l'exercice 2017, lié à la diminution du nombre total de répéteurs disponibles pour commercialisation future, devrait être compris entre 7 millions d'euros et 9 millions d'euros.

Ces anomalies ne devraient avoir qu'un impact temporaire car le calendrier de la flotte de SES et les lancements de satellites prévus pour les neuf prochains mois permettront de limiter la diminution à court terme des capacités commercialisables.

L'impact lié à l'évolution de l'état de santé des satellites et à la mise à jour du calendrier de lancement se concentrera principalement au second semestre 2017 et, notamment, dans le segment des services vidéo. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 sera moins impacté.

RÉSULTATS FINANCIERS
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR VERTICALE DE MARCHÉ

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	Variation (en publié)	Variation (à périmètre comparable) ⁽¹⁾
SES Vidéo	699,7	663,7	+5,4 %	-3,1 %
SES Networks	343,4	274,9	+24,9 %	+7,5 %
- Services données fixes	139,6	117,4	+18,9 %	-0,4 %
- Services de mobilité	83,8	44,6	+88,1 %	+37,1 %
- Services aux administrations publiques	120,0	112,9	+6,3 %	+1,6 %
Sous-total	1 043,1	938,6	+11,1 %	+0,2 %
Autres ⁽²⁾	5,6	18,2	n. s.	n. s.
Total Groupe	1 048,7	956,8	+9,6 %	-1,5 %

1) À taux de change constants et dans l'hypothèse d'une consolidation de RR Media et d'O3b à compter du 1^{er} janvier 2016

2) Le poste « Autres » inclut le chiffre d'affaires qui n'a pas été directement généré par une verticale de marché

Le chiffre d'affaires publié s'inscrit en hausse de 9,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, compte tenu de la contribution de RR Media (rachetée le 6 juillet 2016) et d'O3b (consolidée le 1^{er} août 2016). À périmètre comparable (à taux de change constants et en prenant pour hypothèse une consolidation de RR Media et d'O3b à compter du 1^{er} janvier 2016), l'évolution des quatre verticales de marché a été stable sous l'effet conjugué de l'amélioration de la tendance de SES Vidéo et de la forte croissance de SES Networks. La diminution du chiffre d'affaires global à hauteur de 1,5 % par rapport à la même période de l'exercice précédent est entièrement imputable au repli du chiffre d'affaires enregistré sous le poste « Autres revenus ».

CHARGES D'EXPLOITATION ET EBITDA

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	Variation	Variation
Charges d'exploitation	(361,6)	(257,0)	(104,6)	-40,7 %
Charges d'exploitation (à taux de change constants)	(361,6)	(260,7)	(100,9)	-38,7 %
Charges d'exploitation (à périmètre comparable) ⁽¹⁾	(361,6)	(357,3)	(4,3)	-1,2 %
EBITDA	687,1	699,8	(12,7)	-1,8 %
EBITDA (à taux de change constants)	687,1	707,9	(20,8)	-2,9 %
EBITDA (à périmètre comparable)⁽¹⁾	687,1	706,9	(19,8)	-2,8 %

1) À taux de change constants et dans l'hypothèse d'une consolidation de RR Media et d'O3b à compter du 1^{er} janvier 2016

Les charges d'exploitation sont en hausse de 4,3 millions d'euros (soit 1,2 %) à périmètre comparable, principalement en raison de l'augmentation des coûts variables des ventes, liée à la croissance du chiffre d'affaires d'O3b et de HD+. La base de coûts fixes du Groupe est restée stable à périmètre comparable, reflétant l'action à long terme de SES en matière d'optimisation des charges fixes.

L'**EBITDA** publié s'inscrit en repli de 1,8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (-2,8 % à périmètre comparable). La **marge d'EBITDA** ressort à 65,5 % contre 73,1 % au premier semestre 2016, en publié, et 66,4 % à périmètre comparable.

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR ACTIFS CORPORELS ET INCORPORELS ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	Variation	Variation
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et aux dépréciations	(342,0)	(251,0)	(91,0)	-36,2 %
Dotations aux amortissements sur actifs incorporels	(39,1)	(31,2)	(7,9)	-25,8 %
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels et aux dépréciations	(381,1)	(282,2)	(98,9)	-35,1 %
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels et aux dépréciations (à taux de change constants)	(381,1)	(286,4)	(94,7)	-33,1 %
Dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels et aux dépréciations (à périmètre comparable) ⁽¹⁾	(381,1)	(374,0)	(7,1)	-1,9 %
Résultat opérationnel	306,0	417,6	(111,6)	-26,7 %
Résultat opérationnel (à taux de change constants)	306,0	421,5	(115,5)	-27,4 %
Résultat opérationnel (à périmètre comparable) ⁽¹⁾	306,0	332,9	(26,9)	-8,1 %

1) À taux de change constants et dans l'hypothèse d'une consolidation de RR Media et d'O3b à compter du 1^{er} janvier 2016

Les dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels et aux dépréciations ont augmenté de 98,9 millions d'euros en raison de la consolidation d'O3b et de RR Media, ainsi que d'une charge de dépréciation de 38,4 millions d'euros au titre du satellite AMC-9. À périmètre comparable, les dotations aux amortissements sur actifs corporels et incorporels (hors charges de dépréciation) s'inscrivent en baisse de 8,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent sous l'effet de la diminution des amortissements sur immobilisations corporelles au titre de la flotte d'O3b et de la réduction nette des amortissements sur immobilisations corporelles au titre de la flotte en orbite géostationnaire (GEO), qui ont largement compensé les dotations supplémentaires aux amortissements sur immobilisations corporelles liées à l'ajout de nouvelles capacités.

Le résultat opérationnel se replie de 26,7 % (-8,1 % à périmètre comparable) par rapport à la même période de l'exercice précédent et la **marge d'exploitation** du Groupe s'inscrit à 29,2 % (S1 2016 : 43,7 % en publié et 31,3 % à périmètre comparable). Hors charge exceptionnelle de dépréciation au titre du satellite AMC-9, le résultat opérationnel à périmètre comparable est en progression de 3,5 % et la marge d'exploitation s'établit à 32,8 %.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	Variation	Variation
Charges nettes d'intérêt et autres	(96,1)	(93,8)	(2,3)	-2,5 %
Intérêts capitalisés	21,8	16,4	+5,4	+33,0 %
Résultat des opérations de change	5,7	1,8	+3,9	n. s.
Résultat financier	(68,6)	(75,6)	+7,0	+9,2 %
Résultat avant impôt	237,4	342,0	(104,6)	-30,6 %
Charge fiscale	40,1	(59,6)	+99,7	n. s.
Résultat après impôt	277,5	282,4	(4,9)	-1,7 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence (net d'impôts)	--	(54,1)	+54,1	n. s.
Intérêts minoritaires	(2,0)	(1,0)	(1,0)	n. s.
Résultat net part du Groupe	275,5	227,3	+48,2	+21,2 %

Le **résultat financier** comprend un gain de change net de 5,7 millions d'euros (S1 2016 : 1,8 million d'euros). La charge nette d'intérêt est globalement conforme à celle de la même période de l'exercice précédent, les frais financiers supplémentaires liés à RR Media et à O3b ayant été compensés par la baisse des intérêts nets à périmètre comparable et par la hausse des intérêts capitalisés. Conformément à la présentation en normes IFRS, le résultat financier exclut les versements d'intérêts au titre de 1,3 milliard d'euros d'obligations hybrides perpétuelles émises en 2016 et assorties d'un coupon moyen de 5,05 %.

La contribution positive au titre de la **charge fiscale**, soit 40,1 millions d'euros, s'explique par la reprise de certaines provisions fiscales et la comptabilisation d'un actif d'impôt en lien avec une retenue fiscale en Amérique latine. Retraité de ces éléments, le **taux d'imposition effectif** s'établit à 13,1 % (S1 2016 : 17,4 %).

Suite à la consolidation d'O3 le 1^{er} août 2016, la **quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence** (nette d'impôts) est égale à zéro (S1 2016 : perte de 54,1 millions d'euros).

Le **résultat net part du Groupe** ressort en hausse de 21,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le **bénéfice par action**, qui s'élève à 0,56 euro au titre du premier semestre (S1 2016 : 0,55 euro), intègre l'accroissement du nombre moyen pondéré d'actions faisant suite à l'augmentation du capital, réalisée par le Groupe en mai 2016, et s'entend après déduction du coupon net d'impôt au titre des obligations hybrides.

Cash-flow et financement

CASH-FLOW DISPONIBLE AVANT OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

En millions d'euros	S1 2017	S1 2016	Variation	Variation
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	635,1	566,8	+68,3	+12,1 %
Flux de trésorerie nets absorbés par les activités d'investissement	(259,9)	(286,8)	+26,9	+9,4 %
Cash-flow disponible avant opérations de financement	375,2	280,0	+95,2	+34,0 %

Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles s'inscrivent à 68,3 millions d'euros, en hausse de (12,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sous l'effet conjugué de cette hausse et de la baisse des flux de trésorerie nets absorbés par les activités d'investissement, le **cash-flow disponible avant opérations de financement** augmente de 95,2 millions d'euros (soit 34,0 %) par rapport au S1 2016. Le cash-flow disponible en pourcentage du chiffre d'affaires s'établit à 35,8 % (S1 2016 : 29,3 %).

RATIO D'ENDETTEMENT NET SUR EBITDA

En millions d'euros	30 juin 2017	30 juin 2016	Variation	Variation
Dettes envers les établissements de crédit ⁽¹⁾	4 248,0	4 358,9	(110,9)	-2,5 %
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(234,8)	(1 777,7)	+1 542,9	n. s.
Endettement net	4 013,2	2 581,2	+1 432,0	+55,5 %
Endettement net / EBITDA (IFRS)	2,79 fois	1,77 fois		
Endettement net / EBITDA (agences de notation) ⁽²⁾	3,24 fois	2,03 fois		

1) Conformément à la présentation en normes IFRS, les obligations hybrides sont comptabilisées à 100 % en instruments de fonds propres

2) Selon la méthodologie des agences de notation (obligations hybrides comptabilisées pour moitié en instruments de dette et pour l'autre moitié en instruments de fonds propres)

Les **emprunts** à court et à long terme sont en baisse de 110,9 millions d'euros (soit 2,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le repli de la **trésorerie et des équivalents de trésorerie** s'explique principalement par la date des décaissements au titre de l'acquisition de RR Media et de la consolidation d'O3b au S2 2016.

Le **ratio d'endettement net sur EBITDA** du Groupe s'établit à 3,24 fois au 30 juin 2017 (30 juin 2016 : 2,03 fois), si on comptabilise les obligations hybrides de SES pour moitié en instruments de dette et pour l'autre moitié en instruments de fonds propres.

Prévisions financières

Les prévisions financières sont destinées à permettre aux actionnaires d'avoir une compréhension précise de la trajectoire et des leviers de croissance de SES, de l'état d'avancement de la stratégie dans chacun de ses pôles d'activité, ainsi que du potentiel de création de valeur à long terme du Groupe. Les prévisions financières se fondent sur le calendrier de lancement nominal et sur l'état de santé de la flotte.

La croissance de SES Vidéo au titre de l'exercice 2017¹ devrait être stable, en ligne avec les prévisions, avant impact des derniers lancements et de l'évolution de l'état de santé des satellites, comme indiqué en pages sept et huit. Après retraitement pour tenir compte de l'effet temporaire de ces variations, SES Vidéo devrait reculer légèrement au cours de l'exercice 2017, pour renouer avec la croissance par la suite.

Les objectifs fixés précédemment pour les trois verticales de SES Networks sont tous confirmés. Pour l'exercice 2017, SES vise un retour à la croissance des services données fixes, une forte expansion dans les services de mobilité et une croissance de stable à légère dans les services aux administrations publiques.

La trajectoire future du chiffre d'affaires de SES bénéficiera de la contribution des investissements récents dans la flotte géostationnaire et en orbite terrestre moyenne, ainsi que des investissements futurs dans les satellites prévus d'être lancés d'ici à la fin de 2019 et générer un chiffre d'affaires annualisé supplémentaire de 750 millions d'euros (équivalent à 35 % environ du chiffre d'affaires du Groupe en 2016) sur la base d'un taux d'utilisation « stable ». Ce chiffre d'affaires est déjà assuré à plus de 30 % par les contrats signés.

La marge d'EBITDA¹ de SES devrait globalement se stabiliser en 2017 et 2018 pour augmenter légèrement par la suite, tandis que la marge d'exploitation¹ devrait nettement progresser à plus de 40 % à moyen terme.

Les investissements en capital de SES devraient, d'après les prévisions actuelles, reculer d'environ 120 millions d'euros au titre de l'exercice 2017 (de 810 millions à 690 millions d'euros), en raison de la modification du calendrier de lancement et de la baisse des dépenses en capital non engagées.

Grâce à ces solides bases, SES sera en mesure d'accroître sensiblement la rentabilité du capital investi (ROIC)² à plus de 10 % à moyen terme.

¹ À périmètre comparable et dans l'hypothèse d'une consolidation de RR Media et d'O3b au 1^{er} janvier 2016. Sur cette base, la marge d'EBITDA au titre de l'exercice 2016 était de 66,7 % et la marge d'exploitation (avant la plus-value de cession présumée des participations) de 33,3 %)

² Résultat opérationnel après impôts (Net Operating Profit After Tax ou NOPAT) divisé par le montant total moyen des capitaux propres et de l'endettement net à l'ouverture et à la clôture de l'exercice

Risques relatifs aux activités du groupe et mesures prises pour les réduire

Pour les six mois restants de l'exercice, SES ne prévoit pas de risques supplémentaires par rapport à l'évaluation des risques effectuée pour l'année 2016, qui sont décrits en détail dans le rapport annuel 2016.

Opérations avec les parties liées

Référence à la Note 11 – Opérations avec les parties liées

Déclaration de responsabilité

Il est de la responsabilité du Conseil d'administration et de la direction de la société d'assurer le respect des procédures et enregistrements comptables adéquats permettant, à tout moment, une présentation de la situation financière du groupe ne comportant pas d'anomalies significatives. Cette responsabilité couvre également la mise en place d'un système de contrôles internes approprié garantissant un déroulement efficace et transparent des opérations commerciales du groupe.

Conformément à l'article 4 de la loi du 11 janvier 2008 relative à l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, nous déclarons que, à notre connaissance, les états financiers intermédiaires consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2017, établis conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union européenne, donnent une image fidèle des actifs et passifs, de la situation financière et du bénéfice de SES, ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout.

Par ailleurs, la présentation des informations financières par la direction contient une description fidèle des développements, de la performance et de la position de la société ainsi que de ses filiales incluses dans la consolidation, prise comme un tout, ainsi que des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, le cas échéant.



Romain Bausch
Président du Conseil d'Administration



Karim Michel Sabbagh
Président et Directeur Général



Rapport d'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée

Aux actionnaires de
SES S.A.

Nous avons procédé à l'examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée ci-jointe de SES S.A. et ses filiales, comprenant l'état de la situation financière intermédiaire consolidée résumée au 30 Juin 2017 ainsi que le compte de résultat intermédiaire consolidé résumé, les états intermédiaires consolidés résumés du résultat global, des flux de trésorerie et des variations des capitaux propres pour la période de six mois se terminant à cette date, et de l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Conseil d'Administration pour l'information financière intermédiaire consolidée résumée

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire consolidée résumée conformément à la norme comptable internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne, ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers intermédiaires ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur cette information financière intermédiaire consolidée résumée sur la base de notre examen.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée résumée sur la base de notre examen. Nous avons effectué notre examen selon la norme internationale relative aux missions d'examen (« ISRE 2410 »), « Examen de l'information financière intermédiaire effectué par l'auditeur indépendant de l'entité » telle qu'adoptée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Cette norme requiert de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de conclure si nous avons relevé des faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire n'est pas préparée dans tous ses aspects significatifs conformément à la Norme internationale IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Un examen de l'information financière intermédiaire consolidée résumée selon ISRE 2410 est une mission d'assurance limitée. Le Réviseur d'entreprises agréé met en œuvre des procédures qui consistent essentiellement à s'entretenir avec la Direction et, le cas échéant, auprès d'autres personnes du Groupe, à réaliser des procédures analytiques et à évaluer les éléments probants recueillis. L'étendue d'un examen est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les Normes Internationales d'Audit. Par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur l'information financière intermédiaire consolidée résumée.



Conclusion

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée résumée ci-jointe ne donne pas une image fidèle de la situation financière du Groupe au 30 Juin 2017, ainsi que des résultats pour la période de six mois se terminant à cette date conformément à la Norme comptable IAS 34 relative à « l'information financière intermédiaire » telles qu'adoptée par l'Union Européenne.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 27 juillet 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. Vanderweyen'.

Gilles Vanderweyen

Compte de résultat intermédiaire consolidé résumé

Semestre clos au 30 juin

	2017	2016
<i>En millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires	1 048,7	956,8
Charges opérationnelles	(361,6)	(257,0)
Excédent brut d'exploitation	687,1	699,8
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et aux dépréciations	(342,0)	(251,0)
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(39,1)	(31,2)
Résultat opérationnel	306,0	417,6
Produits financiers	5,7	6,9
Charges financières	(74,3)	(82,5)
Charges financières nettes	(68,6)	(75,6)
Résultat avant impôt	237,4	342,0
Impôt sur le résultat	40,1	(59,6)
Part des co-entreprises et résultat des sociétés mises en équivalence, après impôts	-	(54,1)
Résultat net de la période	277,5	228,3
Part attribuable au groupe	275,5	227,3
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2,0	1,0
Résultat de base par action (en euros)	2017	2016
	Note 10	
Actions de catégorie A	0,56	0,55
Actions de catégorie B	0,22	0,22
Résultat dilué par action (en euros)	2017	2016
	Note 10	
Actions de catégorie A	0,55	0,55
Actions de catégorie B	0,22	0,22

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État intermédiaire consolidé résumé du résultat global

Semestre clos au 30 juin

	2017	2016
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat net de la période	277,5	228,3
Autres éléments du résultat global		
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat</i>		
Réévaluation des engagements au titre des prestations de retraite	0,9	(0,1)
Effets d'impôts liés	(0,3)	-
Réévaluation des engagements au titre des prestations de retraite, après impôts	0,6	(0,1)
Impôt relatif aux dépréciations d'actions propres	-	17,4
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	0,6	17,3
<i>Éléments qui pourraient être reclassés en résultat à une date ultérieure</i>		
Effets des variations de change	(668,3)	(115,7)
Effets d'impôts liés	38,2	6,1
Total des effets des variations de change, après impôts	(630,1)	(109,6)
Couverture d'investissements nets	149,0	37,2
Effets d'impôts liés	(41,5)	(9,9)
Total de la couverture d'investissements nets, après impôts	107,5	27,3
Mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie, après impôts	3,7	(0,8)
Total des mouvements nets des opérations de couverture des flux de trésorerie, après impôt	3,7	(0,8)
Total des éléments qui pourraient être reclassés en résultat à une date ultérieure	(518,9)	(83,1)
Total des autres éléments du résultat global, après impôt	(518,3)	(65,8)
Total du résultat global, après impôt	(240,8)	162,5
Dont :		
Part attribuable au groupe	(236,1)	162,9
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(4,7)	(0,4)

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État de la situation financière intermédiaire consolidé résumé

	30 juin 2017	31 décembre 2016
<i>En millions d'euros</i>		
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	4 773,7	5 156,3
Immobilisations corporelles en cours	1 330,1	1 389,6
Total des immobilisations corporelles	6 103,8	6 545,9
Immobilisations incorporelles	4 863,0	5 247,7
Impôts différés actifs	68,8	70,5
Immobilisations financières et autres actifs non courants	175,3	215,6
Total actifs non courants	11 210,9	12 079,7
Actifs courants		
Stocks	36,1	30,2
Créances clients et autres créances	721,8	870,4
Charges constatées d'avance	49,2	49,8
Instruments dérivés	3,2	-
Créances d'impôt courant	63,2	28,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234,8	587,5
Total actifs courants	1 108,3	1 566,2
Total des actifs	12 319,2	13 645,9
Capitaux propres		
Part attribuable au groupe	5 948,9	6 806,5
Participations ne donnant pas le contrôle	132,3	138,6
Total des capitaux propres	6 081,2	6 945,1
Passifs non courants		
Emprunts	4 078,3	4 223,1
Provisions	33,3	44,7
Produits constatés et perçus d'avance	372,3	411,8
Impôts différés passifs	583,0	664,2
Autres passifs à long terme	93,5	69,1
Total passifs non courants	5 160,4	5 412,9
Passifs courants		
Emprunts	169,7	204,3
Provisions	48,2	86,7
Produits constatés et perçus d'avance	412,1	510,5
Fournisseurs et autres dettes	403,0	459,1
Instruments dérivés	-	1,0
Impôt sur le résultat exigible	44,6	26,3
Total passifs courants	1 077,6	1 287,9
Total des passifs	6 238,0	6 700,8
Total des passifs et capitaux propres	12 319,2	13 645,9

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

Tableau résumé intermédiaire des flux de trésorerie consolidés

Semestre clos au 30 juin

	2017	2016
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat avant impôt	237,4	342,0
Impôts versés pendant la période	(45,9)	(52,7)
Autres éléments non monétaires	395,3	329,5
Résultat opérationnel consolidé ajusté des éléments non monétaires et des impôts payés et avant variation du besoin en fonds de roulement	586,8	618,8
Variation du besoin en fonds de roulement	48,3	(52,0)
Flux de trésorerie opérationnels nets	635,1	566,8
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(10,9)	(12,2)
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(239,7)	(252,4)
Autres activités d'investissement	(9,3)	(22,2)
Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement	(259,9)	(286,8)
Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement	375,2	280,0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produits des emprunts	34,5	124,4
Remboursement des emprunts	(68,7)	(163,8)
Produit des emprunts à durée indéterminée, nets des coûts de transaction	(1,8)	733,5
Coupon versé au emprunts à durée indéterminée	(24,7)	-
Dividendes versés sur actions ordinaires ¹	(547,3)	(527,5)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales	(3,5)	(3,6)
Intérêts versés sur emprunts	(110,1)	(108,1)
Produit de l'émission d'actions, net des frais de transaction	-	885,5
Paieement pour acquisition actions propres	(42,6)	(172,1)
Produit de cession d'actions propres et exercice des options	40,8	63,6
Apport en capital des intérêts minoritaires	1,9	12,5
Flux de trésorerie nets (absorbés) / générés par les activités de financement	(721,5)	844,4
Effets des variations de change	(6,4)	13,6
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(352,7)	1 138,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	587,5	639,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	234,8	1 777,7

¹ Les dividendes s'entendent nets des dividendes perçus au titre des actions propres, soit 8,3 millions d'euros (2016 : 8,6 millions d'euros)

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

État des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos au 30 juin 2017

En millions d'euros	Part attribuable au groupe							Total des capitaux propres			
	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Emprunt à durée indéterminée	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie		Écarts de conversion cumulés	Total	Participations ne donnant pas le contrôle
Au 1er janvier 2017	719,0	1 635,5	(167,3)	1 300,0	2 134,5	962,7	0,3	221,8	6 806,5	138,6	6 945,1
Résultat de la période	-	-	-	-	-	275,5	-	-	275,5	2,0	277,5
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	0,6	-	3,7	(515,9)	(511,6)	(6,7)	(518,3)
Résultat global de la période	-	-	-	-	0,6	275,5	3,7	(515,9)	(236,1)	(4,7)	(240,8)
Affectation du résultat de l'exercice 2016	-	-	-	-	354,4	(354,4)	-	-	-	-	-
Coupon sur emprunt à durée indéterminée (Note 8)	-	-	-	-	(24,7)	-	-	-	(24,7)	-	(24,7)
Impôt sur le coupon sur emprunt à durée indéterminée	-	-	-	-	9,7	-	-	-	9,7	-	9,7
Coûts de transaction sur emprunt à durée indéterminée	-	-	-	-	(1,8)	-	-	-	(1,8)	-	(1,8)
Dividendes déclarés/ payés ¹	-	-	-	-	-	(608,3)	-	-	(608,3)	(3,5)	(611,8)
Acquisition d'actions propres	-	-	(42,6)	-	-	-	-	-	(42,6)	-	(42,6)
Charge liée aux rémunérations en actions	-	-	-	-	4,8	-	-	-	4,8	-	4,8
Exercice des options dans le cadre des rémunérations en actions	-	-	7,5	-	(16,6)	-	-	-	(9,1)	-	(9,1)
Vente d'actions propres	-	-	50,9	-	-	-	-	-	50,9	-	50,9
Autres variations	-	0,4	-	-	(0,8)	-	-	-	(0,4)	1,9	1,5
Au 30 juin 2017	719,0	1 635,9	(151,5)	1 300,0	2 460,1	275,5	4,0	(294,1)	5 948,9	132,3	6 081,2

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

¹ Les dividendes s'entendent nets des dividendes perçus au titre des actions propres, soit 8,3 millions d'euros

État des variations des capitaux propres consolidés

Semestre clos au 30 juin 2016

En millions d'euros	Part attribuable au groupe							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres		
	Capital souscrit	Prime d'émission	Actions propres	Obligations perpétuelles	Autres réserves	Résultats reportés	Réserve de couverture des flux de trésorerie			Écarts de conversion cumulés	Total
Au 1er janvier 2016	644,3	814,4	(95,1)	-	2 033,8	546,4	1,6	(12,9)	3 932,5	128,3	4 060,8
Résultat de la période	-	-	-	-	-	227,3	-	-	227,3	1,0	228,3
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	17,3	-	(0,8)	(80,9)	(64,4)	(1,4)	(65,8)
Résultat global de la période	-	-	-	-	17,3	227,3	(0,8)	(80,9)	162,9	(0,4)	162,5
Affectation du résultat de l'exercice 2015	-	-	-	-	18,9	(18,9)	-	-	-	-	-
Augmentation de capital, nette des frais de transaction	74,7	821,8	-	-	-	-	-	-	896,5	-	896,5
Émission d'obligations perpétuelles, nette des frais de transaction	-	-	-	750,0	(16,5)	-	-	-	733,5	-	733,5
Dividendes déclarés/ versés ¹	-	-	-	-	-	(527,5)	-	-	(527,5)	(3,6)	(531,1)
Acquisition d'actions propres	-	-	(185,6)	-	112,8	-	-	-	(72,8)	-	(72,8)
Charge liée aux rémunérations en actions	-	-	-	-	4,3	-	-	-	4,3	-	4,3
Exercice des options dans le cadre des rémunérations en actions	-	-	10,7	-	(26,0)	-	-	-	(15,3)	-	(15,3)
Cession d'actions propres	-	-	79,3	-	-	-	-	-	79,3	-	79,3
Apport en capital des intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,5	12,5
Autres variations	-	-	-	-	(0,8)	-	-	-	(0,8)	1,4	0,6
Au 30 juin 2016	719,0	1 636,2	(190,7)	750,0	2 143,8	227,3	0,8	(93,8)	5 192,6	138,2	5 330,8

Les notes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés résumés.

¹ Les dividendes s'entendent nets des dividendes perçus au titre des actions propres, soit 8,6 millions d'euros

Notes jointes aux états financiers intermédiaires consolidés résumés

(en millions d'euros, sauf indication contraire)

Note 1 - Informations relatives à la société

SES S.A. (la « société ») a été constituée le 16 mars 2001 sous forme de société anonyme de droit luxembourgeois. Les références faites au « groupe » dans les notes ci-après visent la société, ses filiales et sociétés mises en équivalence. SES est cotée sous le symbole « SESG » à la Bourse de Luxembourg et sur Euronext Paris.

La publication des états financiers intermédiaires consolidés résumés de SES S.A. au 30 juin 2017 et pour le semestre clos à cette date a été autorisée par décision du Conseil d'administration en date du 27 juillet 2017. Les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés ont été examinés, mais non audités.

Note 2 - Résumé des méthodes comptables

Principes de préparation

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés au 30 juin 2017 et pour le semestre clos à cette date ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire telle qu'adoptée par l'Union européenne. Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations requises dans les états financiers consolidés annuels et s'entendent en référence aux états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date. Le montant des impôts à payer au titre du semestre est calculé sur la base du taux d'imposition qui s'appliquerait à l'ensemble du résultat attendu pour l'exercice.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées dans la préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés sont conformes à celles appliquées dans la préparation des états financiers consolidés annuels du Groupe au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date.

Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées

Un certain nombre de nouvelles normes et modifications apportées aux normes et interprétations sont pertinentes pour le Groupe et s'y appliqueront pour les exercices commençant après le 1^{er} janvier 2017. Elles n'ont pas été adoptées par anticipation pour les présents états financiers intermédiaires consolidés résumés :

Amendements à IAS 7, « Etat des flux de trésorerie », sur l'initiative concernant les informations à fournir

En février 2016, l'IASB (*International Accounting Standards Board*) a publié des amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », afin d'introduire des informations supplémentaires à fournir permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs découlant des activités de financement. Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2017. La norme n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne.

Amendements à IFRS 2, « Classifications et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »

En juin 2016, l'IASB a publié des amendements pour clarifier l'évaluation des paiements fondés sur les actions et réglés en trésorerie ainsi que la comptabilisation en cas de modification des conditions d'un paiement fondé sur des actions, qui ne serait plus réglé en trésorerie mais en instruments de capitaux propres. L'IASB introduit également une exception aux principes de la norme IFRS 2, qui exige que la transaction soit traitée comme intégralement réglée en instruments de capitaux propres, lorsqu'un employeur opère une retenue au titre des obligations fiscales d'un salarié, liée à un paiement fondé sur des actions, et en règle le montant à l'administration fiscale. Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2018. La norme n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne. Selon le groupe, elles ne devraient pas avoir de conséquences significatives pour ses états financiers consolidés.

Amendement à IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

En avril 2016, l'IASB a publié des amendements qui clarifient la question de savoir comment identifier une obligation de prestation, comment comptabiliser le revenu d'une licence de propriété intellectuelle et déterminer si une société agit pour son propre compte ou comme mandataire (revenu brut et revenu net). Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2018. La norme n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne. Selon le groupe, ces modifications ne devraient pas avoir de conséquences significatives pour ses états financiers consolidés.

IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée »

En juin 2016, l'IASB a publié la norme IFRIC 22 qui traite des transactions en monnaies étrangères ou de parties de transactions en cas de montant libellé dans une monnaie étrangère ou de prix fixé dans une telle monnaie. L'interprétation fournit des orientations concernant les cas avec paiement/encaissement unique et les cas avec paiements/encaissements multiples. Les orientations visent à réduire la diversité dans la pratique. Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La norme IFRIC 22 n'a pas encore été adoptée par l'Union européenne. Le groupe procède actuellement à l'évaluation des implications de son adoption.

Améliorations annuelles 2014-2016 applicables aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date (pas encore adoptées par l'Union européenne)

Clarification de l'étendue de la norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

L'amendement précise que les obligations d'information de la norme IFRS 12 s'appliquent aux intérêts détenus dans des entités classées comme détenues en vue de la vente à l'exception de l'information financière résumée (par. B17 de la norme IFRS 12). Auparavant, on ignorait si toutes les autres exigences de la norme IFRS 12 s'appliquaient à ces intérêts. L'objectif d'IFRS 12 était de fournir des informations sur la nature et les risques associés aux intérêts détenus dans d'autres entités ainsi que l'incidence de ces intérêts sur les états financiers. L'IASB a estimé que cet objectif était pertinent pour les intérêts détenus dans d'autres entités, qu'elles soient ou non classées comme détenues en vue de la vente. Ces amendements doivent être appliqués de manière rétrospective aux exercices commençant le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date. Une option portant sur l'application anticipée des amendements n'est pas nécessaire dans la mesure où la publication d'informations supplémentaires n'est pas interdite.

Il n'y a pas d'autres normes IFRS ou interprétations IFRIC, à l'exception de celles décrites dans les états financiers consolidés annuels à l'exercice clos le 31 décembre 2016 ou décrites ci-dessus, qui ne sont pas encore effectives et ayant un impact important sur le groupe.

Reclassement effectué sur l'exercice précédent

Un montant de 101,3 millions d'euros au 31 décembre 2016 représentant la partie non courante des produits à reporter a été reclassé de «créances clients et autres créances» à «Autres immobilisations financières et autres actifs non courants» afin d'assurer la comparabilité avec le reclassement au 30 juin 2017.

Indicateurs alternatifs de performance

SES utilise régulièrement des indicateurs alternatifs de performance pour présenter les résultats du groupe. Ces indicateurs peuvent ne pas être comparables à des mesures intitulées de la même manière et utilisées par d'autres sociétés. Il ne s'agit pas de mesures d'évaluation au sens des IFRS ou de tout autre corpus de principes comptables généralement reconnus ; ils ne sauraient donc remplacer les informations contenues dans les états financiers du groupe.

1) Dette nette

La dette nette est définie comme la somme des emprunts courants et des emprunts non courants minorée de la trésorerie et équivalents de trésorerie tels que constatés dans l'état consolidé de la position financière. Le groupe estime que la dette nette est un critère significatif pour les investisseurs, puisqu'il donne une indication du niveau absolu de financement hors fonds propres de l'activité du groupe. Il peut servir à une comparaison avec les produits et flux de trésorerie générés par l'activité ainsi qu'avec les lignes de crédit non tirées.

Le tableau ci-après présente un détail de calcul de la dette nette et des lignes des postes du bilan auxquelles elle correspond:

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Emprunts non courants	4 078,3	4 223,1
Emprunts courants	169,7	204,3
Emprunts, <i>moins</i>	4 248,0	4 427,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234,8	587,5
Dette nette	4 013,2	3 839,9

2) Excédent brut d'exploitation et marge brute d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) est défini comme l'excédent généré par les activités d'exploitation de l'entreprise sur la période, avant dotations aux amortissements et dépréciations, résultat financier, impôt sur le résultat, part du groupe dans les résultats des co-entreprises et sociétés mises en équivalence et des activités abandonnées, ainsi que tout élément extraordinaire entre les postes Chiffre d'affaires et Résultat avant impôt du compte de résultat consolidé du groupe. La marge brute d'exploitation est l'excédent brut d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires. Le groupe estime que l'EBE et la marge brute d'exploitation sont des indicateurs supplémentaires qui peuvent être utiles pour mesurer la performance opérationnelle de l'entreprise.

Le tableau ci-après présente le détail du calcul de l'EBE et les lignes des postes du compte de résultat dont il est tiré :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat avant impôt	237,4	342,0
<i>Plus : dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et aux charges de dépréciations</i>	342,0	251,0
<i>Plus : dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles</i>	39,1	31,2
<i>Plus : résultat financier</i>	68,6	75,6
Excédent brut d'exploitation	687,1	699,8

Le tableau ci-après présente le détail de calcul de la marge brute d'exploitation :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	1 048,7	956,8
Excédent brut d'exploitation	687,1	699,8
Marge brute d'exploitation (%)	65,5 %	73,1 %

3) Résultat d'exploitation et marge d'exploitation

Le résultat d'exploitation (RE) est défini comme l'excédent généré par les activités d'exploitation de l'entreprise sur la période, avant résultat financier, impôt sur le résultat, part du groupe dans les résultats des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence et activités abandonnées, et après tous éléments extraordinaires entre les postes du Chiffre d'affaires et Résultat avant impôt du compte de résultat consolidé du groupe. Le groupe utilise le critère du résultat d'exploitation pour contrôler sa

rentabilité financière après charges d'exploitation et après une charge représentant le coût d'utilisation des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du RE et des postes du compte de résultat dont il est tiré:

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Résultat avant impôt	237,4	342,0
<i>Plus : Résultat financier</i>	68,6	75,6
Résultat d'exploitation	306,0	417,6

On entend par marge d'exploitation le résultat d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires. SES estime que la marge d'exploitation est un indicateur utile dans la mesure où elle montre ce que représente le résultat opérationnel par rapport au chiffre d'affaires ; elle constitue, par conséquent, un indicateur de rentabilité.

Le tableau ci-après présente le détail de calcul de la marge d'exploitation:

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Chiffre d'affaires	1 048,7	956,8
Résultat d'exploitation	306,0	417,6
Marge d'exploitation (%)	29,2 %	43,6 %

4) Ratio Dette nette / EBE

Le ratio dette nette / EBE correspond à la dette nette divisée par l'excédent brut d'exploitation. Le groupe estime que ce ratio est un indicateur utile aux fins de démontrer aux investisseurs sa capacité à dégager l'excédent nécessaire pour honorer ses engagements de remboursement d'emprunts et de dettes à l'échéance.

Le tableau ci-après présente le détail de calcul du ratio Dette nette / EBE :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Dette nette	4 013,2	3 839,9
Excédent brut d'exploitation	1 438,8*	1 451,5
Ratio Dette nette / EBE	2,79 fois	2,65 fois

* Aux fins du ratio dette nette sur EBE, l'EBE a été calculé comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	
EBE au 30 juin 2017	687,1
<i>Plus : EBE au 31 décembre 2016</i>	1 451,5
<i>Moins : EBE au 30 juin 2016</i>	699,8
EBE	1 438,8

5) Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement

Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement est défini comme les flux de trésorerie opérationnels nets moins les flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement. Flux de trésorerie disponibles sert au paiement des dividendes, au service et au remboursement des emprunts et aux autres activités de financement. SES estime en conséquence qu'il s'agit d'un indicateur utile pour les investisseurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement entre le cash-flow disponible avant opérations de financement et les postes du tableau des flux de trésorerie dont il découle :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2017	30 juin 2016
Flux de trésorerie opérationnels nets	635,1	566,8
<i>Plus : Flux de trésorerie nets utilisés par les activités d'investissement</i>	(259,9)	(286,8)
Flux de trésorerie disponibles avant activités de financement	375,2	280,0

Note 3 - Estimations

La préparation des états financiers intermédiaires consolidés résumés exige de la direction de formuler des appréciations, de procéder à des estimations et d'utiliser des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants publiés au titre des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires consolidés résumés, les appréciations significatives formulées par la direction au moment d'appliquer les méthodes comptables du groupe et les principales sources d'incertitudes des estimations étaient les mêmes que celles des états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Charge de dépréciation au titre des actifs spatiaux

Au premier semestre 2017, la charge de dépréciation des actifs spatiaux, comptabilisée par le groupe, s'est élevée à 40,3 millions d'euros en tout ; elle est principalement imputable au satellite AMC-9 (38,4 millions d'euros). La charge de dépréciation au titre d'AMC-9 découle d'une anomalie significative subie par ce satellite, ramenant la valeur nette comptable de ce dernier à zéro. En 2016, aucune charge de dépréciation n'avait été enregistrée au titre des actifs spatiaux.

Note 4 – Opérations de regroupement

Acquisition de RR Media Ltd (« RR Media »)

Les détails de cette opération de regroupement, y compris les montants provisoires des actifs nets acquis et du goodwill sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

D'après les informations obtenues par la suite concernant les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition, le groupe a finalisé la répartition du prix d'acquisition au titre du rachat de RR Media. La juste valeur des actifs nets acquis a été ajustée de manière à inclure les dispositions additionnelles relatives aux questions juridiques et réglementaires qui prévalaient à la date d'acquisition. Les éléments de la contrepartie de l'acquisition, ainsi que le rapprochement de la valeur comptable du goodwill se présentent comme suit :

Contrepartie de l'acquisition

En millions d'euros

Montant versé en numéraire	216,0
Contrepartie totale	216,0

Goodwill

En millions d'euros

Au 6 juillet 2016 (date d'acquisition)	128,6
Ecarts de change	6,6
Au 31 décembre 2016	135,2
Augmentation des provisions	3,9
Ecarts de change	(10,7)
Au 30 juin 2017	128,4

Acquisition d'O3b Networks Limited (« O3b »)

Les détails de cette opération de regroupement sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016. La répartition du prix d'acquisition au titre du rachat d'O3b reste provisoire, le groupe n'ayant pas fini de vérifier qu'il dispose bien de toutes les informations relatives aux faits et circonstances qui prévalaient à la date de l'acquisition. Aucune modification n'a été apportée à la contrepartie de l'acquisition ni aux montants provisoires des actifs nets acquis et du goodwill, au cours du premier semestre clos le 30 juin 2017.

Note 5 - Informations sectorielles

Pour apprécier la performance du segment opérationnel, les chiffres comparables de l'exercice antérieur ont été analysés tels que publiés et à « taux de change constants » - ils ont été recalculés sur la base du taux de change applicable pour chaque mois de la période en cours.

La performance du segment opérationnel a été également analysée à « périmètre comparable » et les chiffres comparables ont été retraités à taux de change constant, pour neutraliser les variations de change et en prenant pour hypothèse la consolidation de RR Media et O3b à compter du 1er janvier 2016.

Les résultats financiers du semestre clos au 30 juin 2017 pour le segment opérationnel des satellites et les chiffres comparables de l'exercice précédent, à taux de change constants, sont indiqués ci-après :

Semestre clos le 30 juin			
<i>En millions d'euros</i>	2017	2016	Variation favorable+/ défavorable
Chiffre d'affaires	1 048,7	956,8	+9,6 %
Charges d'exploitation	(361,6)	(257,0)	-40,7 %
EBITDA	687,1	699,8	-1,8 %
Marge brute d'exploitation (%)	65,5%	73,1%	-7,6 pts
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et aux charges de dépréciations	(342,0)	(251,0)	-36,2 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(39,1)	(31,2)	-25,8 %
Résultat opérationnel	306,0	417,6	-26,7 %
Semestre clos le 30 juin			
<i>En millions d'euros</i>	2017	A taux de change constants 2016	Variation favorable+/ défavorable
Chiffre d'affaires	1 048,7	968,6	+8,3 %
Charges d'exploitation	(361,6)	(260,7)	-38,7 %
EBITDA	687,1	707,9	-2,9 %
Marge brute d'exploitation (%)	65,5%	73,1%	-7,6 pts
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et aux charges de dépréciations	(342,0)	(255,2)	-34,0 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(39,1)	(31,2)	-25,3 %
Résultat opérationnel	306,0	421,5	-27,4 %

Semestre clos le 30 juin

<i>En millions d'euros</i>	2017	A périmètre comparable	Variation favorable+/ défavorable
		A taux de change constants 2016 Pro forma*	
Chiffre d'affaires	1 048,7	1 064,2	-1,5 %
Charges d'exploitation	(361,6)	(357,3)	-1,2 %
EBITDA	687,1	706,9	-2,8 %
Marge brute d'exploitation (%)	65,5%	66,4%	-0,9 pts
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(342,0)	(342,8)	+0,2 %
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(39,1)	(31,2)	-25,3 %
Résultat opérationnel	306,0	332,9	-8,1 %

Le tableau ci-après présente une comparaison entre les résultats financiers 2016 à périmètre comparable et les résultats financiers 2016 tels que publiés à taux de change constants :

Semestre clos le 30 juin

<i>En millions d'euros</i>	A taux de change constants 2016	Contribution de RR Media et d'O3b	A périmètre comparable
			A taux de change constants 2016 Pro forma *
Chiffre d'affaires	968,6	95,6	1 064,2
Charges d'exploitation	(260,7)	(96,6)	(357,3)
EBITDA	707,9	(1,0)	706,9
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(255,2)	(87,6)	(342,8)
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(31,2)	-	(31,2)
Résultat opérationnel	421,5	(88,6)	332,9

• *Non revue*

Note 6 - Gestion de la juste valeur des instruments financiers

Les états financiers intermédiaires consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations relatives à la gestion de la juste valeur et aux informations à fournir dans les états financiers consolidés annuels et s'entendent en référence aux états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2016.

Le Groupe applique les niveaux de hiérarchie suivants pour déterminer la juste valeur des instruments financiers selon la technique d'évaluation utilisée :

- 1) Prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (Niveau 1) ;
- 2) Autres techniques pour lesquelles toutes les données d'entrée ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée sont directement ou indirectement observables (Niveau 2) ;
- 3) Techniques utilisant des données d'entrée ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée, qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (Niveau 3).

La juste valeur des investissements activement négociés sur des marchés financiers organisés est déterminée par référence au cours acheteur sur le marché en clôture de séance le jour de l'arrêté des comptes. Concernant les investissements pour lesquels il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est déterminée par application de techniques de valorisation. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes effectuées sur le marché dans des conditions de concurrence normale ; la référence à la valeur de marché actuelle d'un autre instrument identique en substance ; l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée par référence aux taux de change actuels à terme applicables à des contrats ayant des profils d'échéances similaires.

Le tableau ci-dessous présente les actifs et passifs financiers du groupe, qui sont évalués à la juste valeur au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017

Actifs (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture				
Contrats de change à terme et swaps de taux d'intérêt	-	3,2	-	3,2
Total	-	3,2	-	3,2

Au 31 décembre 2016

Passifs (en millions d'euros)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture				
Contrats de change à terme	-	1,0	-	1,0
Total	-	1,0	-	1,0

Une variation du taux de défaillance de +/- 5 % n'aurait qu'un impact marginal sur le compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des instruments financiers dérivés par catégorie :

	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Juste valeur actifs	Juste valeur passifs	Juste valeur actifs	Juste valeur passifs
<i>En millions d'euros</i>				
Instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture :				
Contrats de change à terme	3,2	-	-	1,0
Valorisation totale des instruments financiers dérivés				
Dont : non courants	3,2	-	-	1,0
Dont : courants	-	-	-	-
	3,2	-	-	1,0

Le Groupe compte également un certain nombre d'instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan. Dans la plupart des cas, la différence entre la juste valeur de ces instruments et leur valeur comptable est négligeable, dans la mesure où soit les intérêts à recevoir/à payer sont proches des taux actuels du marché, soit les instruments concernés sont par nature à court terme. En revanche, d'importantes différences ont été identifiées pour les instruments suivants au 30 juin 2017 :

Emprunts :	Valeur	Juste
<i>En millions d'euros</i>	comptable	valeur
Eurobond 2018 (500 millions d'euros)	497,5	509,7
Eurobond 2020 (650 millions d'euros)	648,0	723,5
Eurobond 2021 (650 millions d'euros)	647,4	748,0
Emprunt obligataire américain 2019 (500 millions de dollars U.S.)	436,2	435,8
Emprunt obligataire américain 2023 (750 millions de dollars U.S.)	655,3	665,2
Emprunt obligataire américain 2043 (250 millions de dollars U.S.)	213,3	197,2
Emprunt obligataire américain 2044 (500 millions de dollars U.S.)	426,9	397,4
Emprunt obligataire 2027 (140 millions d'euros) émis dans le cadre du programme EMTN	139,5	167,8
US Ex-Im	46,0	46,9
Coface	273,5	273,5
Emprunt obligataire allemand 2032 (50 millions d'euros)	49,8	59,1
Billets de Trésorerie	100,0	100,0
Emprunt à terme (LuxGovSat)	114,6	133,4
Total emprunts	4 248,0	4 457,5

Note 7 - Dividendes déclarés et payés au cours de la période

<i>En millions d'euros</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2017²	2016 ¹
Dividende par action de catégorie A (2016 : 1,34 euros, 2015 : 1,30 euros)	452,8	398,6
Dividende par action de catégorie B (2016 : 0,54 euros, 2015 : 0,52 euros)	102,8	89,3
Total des dividendes déclarés au cours de la période	555,6	487,9

¹ Net des retenues à la source pour un montant de 48,0 millions d'euros, versé en avril 2016

² Net des retenues à la source pour un montant de 61,0 millions d'euros, restant à verser

Note 8 - Capitaux propres

Emprunts à durée indéterminée

Les paiements de coupon au titre des deux obligations perpétuelles émises en 2016 (objet de la Note 21 des états financiers consolidés du groupe) ont eu lieu le 2 janvier 2017 à hauteur de 19,5 millions d'euros et le 31 janvier 2017 à hauteur de 5,2 millions d'euros et ont été déduits des « Autres réserves ».

Note 9 - Charge fiscale

En avril 2017, la Cour suprême du Brésil a prononcé une décision irrévocable selon laquelle aucune retenue fiscale ne doit être appliquée aux paiements effectués par le Brésil pour la fourniture de capacités satellitaires. En conséquence, le groupe a enregistré au cours de la période un gain d'impôt s'élevant à 50,3 millions d'euros au titre du remboursement attendu de la retenue fiscale versée au Brésil

sur la période allant de 2008 à 2017 et des intérêts y afférents, présentés comme Impôt sur le revenu à recevoir.

Au cours de la période, une provision s'élevant à 20,9 millions d'euros, au titre des avantages liés aux revenus extraterritoriaux au niveau des filiales américaines, a été reprise du fait de la finalisation de l'audit 2014 par l'administration fiscale (*Internal Revenue Service* ou IRS).

Note 10 - Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux titulaires d'actions ordinaires de chaque catégorie par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté en fonction des droits économiques de chacune de ces catégories. Le résultat net de l'exercice attribuable aux titulaires d'actions ordinaires a été corrigé pour inclure un coupon fictif, net d'impôt, à servir sur l'emprunt à durée indéterminée.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le résultat de base par action avant dilution, soit 0,56 euro par action de catégorie A (30 juin 2016 : 0,55 euro) et 0,22 euro par action de catégorie B (30 juin 2016 : 0,22 euro), a été calculé comme suit :

Résultat net – Part attribuable au groupe aux fins du calcul du résultat de base par action :

<i>En millions d'euros</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2017	2016
Résultat net – Part attribuable au Groupe	275,5	227,3
Intérêts fictifs sur les obligations à durée indéterminée (nets d'impôts)	(23,5)	-
Total	252,0	227,3

Des intérêts courus conditionnels de 23,5 millions d'euros (nets d'impôts) pour le semestre clos le 30 juin 2017 (2016 : 0) se rapportant aux titres à durée indéterminée émis en 2016 ont été pris en considération pour le calcul du résultat avant et après dilution, disponible pour distribution.

Nombre moyen pondéré d'actions, net des actions propres détenues par le Groupe, aux fins du calcul du bénéfice par action avant et après dilution :

	Semestre clos le 30 juin	
	2017	2016
Actions de catégorie A (en millions)	376,9	345,5
Actions de catégorie B (en millions)	191,7	175,7
Total	568,6	521,2

Le bénéfice par action après dilution est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives, provenant principalement des plans de rémunération fondés sur des actions. Un calcul est réalisé afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à leur juste valeur sur la base de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises après exercice de la totalité des options de souscription d'action et la différence, s'il s'avère qu'elle a un effet dilutif, est utilisée pour ajuster le nombre moyen d'actions pondéré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice par action après dilution, soit 0,55 euro par action de catégorie A (30 juin 2016 : 0,55 euro) et 0,22 euro par action de catégorie B (30 juin 2016 : 0,22 euro), a été calculé comme suit :

Résultat net – Part attribuable au groupe aux fins du calcul du résultat dilué par action :

<i>En millions d'euros</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2017	2016
Résultat net – Part attribuable au Groupe	275,5	227,3
Intérêts fictifs sur les obligations à durée indéterminée (nets d'impôts)	(23,5)	-
Total	252,0	227,3

Nombre moyen pondéré d'actions, net des actions propres détenues par le groupe, aux fins du calcul du résultat dilué par action :

	Semestre clos le 30 juin	
	2017	2016
Actions de catégorie A (en millions)	378,1	345,5
Actions de catégorie B (en millions)	191,7	175,7
Total	569,8	521,2

Note 11 - Opérations avec les parties liées

Aucune autre opération avec des parties liées ayant un impact significatif sur la situation financière ou sur la performance du groupe n'a eu lieu au cours du semestre clos le 30 juin 2017.

Note 12 - Evénements postérieurs à la date d'arrêté du bilan

Aucun événement significatif ne s'est produit entre la date de clôture et la date à laquelle la publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés a été autorisée par le Conseil d'administration.

SES, Société Anonyme
Château de Betzdorf
L-6815 Luxembourg
Registre de Commerce
RCS Luxembourg B 81.267
Tel : +352 710 7251
Fax : +352 710 725 309
www.ses.com